Recettes et conseils utiles		1923 MARS		SOLEIL		LUNE		Recettes et conseils utiles		
Cette poudre, (minimement reconstituante, remplace avantageusement les jus et extraits qui ne peuvent contenir, quelque bien préparés qu'ils soient, les parties les plus nutritives de la viande, c'est-à-dire la fibrine musculaire et les albuminates qui sont insolubles dans l'eau. Les matières minérales et organiques qui composent ces préparations liquides sont plutôt des agents digestifs que réparateurs. Lait d'amandes.—Cette émulsion calme la toux,		J	1	S. Aubin, évêque et confesseur	6 34	5 41	S. 26	3 53	apaise la soif, procure du sommeil aux malades, et augmente la sécrétion des urines. Faites tremper dans de l'eau tiède, pendant quelques instants, une once d'amandes douces, puis dépeuplez-les de leurs enveloppes. Vous les piliez ensuite dans un mortier avec une once de sucre et vous ajoutez de l'eau peu à peu en agitant constamment le mélange. Le liquide prend une couleur blanc de lait; on le passe à travers un linge clair et on aromatise avec un peu de fleurs d'orange.	
		V	2	4 Temps. S. Simplicie, pape, con.	6 32	5 42	1 29	4 44	(à suivre)	
		S	3	4 Temps. Ste-Cunégonde, vge.	6 30	5 43	2 36	5 29		
		D	4	II de Carême.	6 28	5 45	3 45	6 04		
		L	4	S. Théophile, évêque et conf.	6 26	5 46	4 56	6 31		
		M	6	Ste-Colette, vierge.	6 24	5 47	6 01	6 55		
		M	7	S. Thomas d'Aquin, conf. et doc	6 22	5 49	7 07	7 16		

Page de la Coopérative Fédérée de Québec.

La tuberculose bovine

Monsieur Barré se venge d'avoir été défait aux dernières élections provinciales en tentant, par tous les moyens, de soulever les préjugés de la classe agricole contre toute mesure dont le but est d'améliorer la condition des cultivateurs et de promouvoir le progrès de l'agriculture.

C'est petit et vilain. Monsieur Barré voudrait se ruiner à tout jamais dans l'opinion des gens intelligents et renseignés, qu'il n'agirait pas autrement.

Il a pris pour prétexte de sa dernière éruption démagogique l'abatage d'animaux tuberculeux, dans une zone réservée par le gouvernement fédéral.

Monsieur Barré retarde d'un siècle. Les cultivateurs aujourd'hui sont trop bien avertis pour se laisser aveugler par de simples appels aux préjugés.

Le "Soleil" donne à monsieur Barré une fessée magistrale et, dans un article sans passion, des plus pondérés, il rétablit les faits et fait appel à la saine raison désintéressée. Nous ne saurions mieux faire que de reproduire cet article du "Soleil", qui met si bien les choses au point.

L'ancien président de l'Union Catholique des Cultivateurs vient de publier un écrit qui nécessite des précisions.

Il raconte l'histoire d'un cultivateur de Stanbridge, possesseur de 24 vaches laitières, dont 22 viennent d'être condamnées comme tuberculeuses, par un inspecteur du gouvernement fédéral. Et, là-dessus, M. Barré brode tout un poème larmoyant sur la cruauté des autorités qui le privent d'une grande partie de son troupeau et sur l'obligation dans laquelle se trouve cet agriculteur de subir un régime déloyal et canaille, dans l'effort qui se fait actuellement pour débarrasser la province du fléau de la tuberculose.

M. Barré prend bien soin de dire qu'il n'est pas un adversaire de l'épreuve à la tuberculine. Mais, cependant, il fait tout son possible pour déprécier ce moyen de découvrir la maladie.

Écoutez-le, pour bien nous rendre compte de la fausse propagande qu'il fait:

"Si maintenant vous entendiez un de ces piliers de notre existence nationale vous dire d'une voix étranglée: Vais-je prendre le chemin? Si vous voyiez cet homme se retourner pour ne pas laisser voir à un autre homme ce qu'il y a dans ses yeux — on a l'orgueil d'être un homme, voyez-vous — vous diriez comme moi que c'est triste, bien triste! Et qu'après tout, un système qui ruine nos gens, un système appuyé sur une science boiteuse qui condamne sans garantir, un système qui frappe en aveugle est un système pour le moins néfaste.

C'est ce que je comprends: Je ne suis pas un adversaire de l'épreuve à la tuberculine. Loin de là. J'admire la science, même boiteuse. Ce contre quoi je proteste, c'est l'établissement d'un système qui ne tient aucun compte de la position des intéressés; ce contre quoi je proteste, c'est contre une loi qui, à l'origine, donnait aux uns des avantages refusés aux autres; ce qui est mauvais, c'est l'emploi de moyens déloyaux pour ne pas dire canailles afin d'imposer aux cultivateurs d'une région un système ruineux.

Et maintenant c'est fait. Entre les mains de vétérinaires compétents ou non on a mis un pouvoir discrétionnaire. Vos vaches condamnées pour les méfaits de je ne sais qui, le sont sans appel par un tribunal infaillible, dont les arrêts sont absolus et à qui la loi évite le contrôle autant que possible. Vos vaches seront abattues à Montréal, au milieu du fatras le plus embarrassant possible. Pourquoi? Sinon pour que vous, cultivateurs, soyez aussi incapables que possible de contrôler l'exactitude du jugement rendu contre vos vaches ou contre vous."

Or, toute cette tirade suinte la mauvaise foi. Nous croyons l'ancien président de l'Union Catholique des Cultivateurs assez renseigné pour savoir que l'épreuve à la tuberculine est considérée comme un moyen infaillible de déceler la maladie, chez tous les sujets qui la subissent. M. Barré prétend que la science vétérinaire est une science boiteuse qui condamne sans garantir et qui frappe en aveugle.

Quelles preuves a-t-il pour faire pareille affirmation? Nous le défions d'en citer une seule. La médecine vétérinaire est aujourd'hui aussi avancée que la médecine humaine et personne, parmi ceux qui s'y connaissent quelque peu, n'oserait contester l'exactitude de l'épreuve à la tuberculine. Que des animaux soient abattus, sans pour cela de lésions à leurs organes internes, cela n'indique pas l'absence de maladie. Celle-ci existe quand même au début dans la circulation, et pour justifier l'affirmation de M. Barré, il faudrait établir, par une analyse complète, qu'aucun germe de tuberculose ne se trouve dans aucune partie d'un animal condamné.

Les animaux, dit encore M. Barré, — doivent être abattus "à Montréal", — et il croit que cette disposition est tyrannique — "qu'elle a été prise pour empêcher les cultivateurs de contrôler l'exactitude du jugement rendu par un vétérinaire." C'est une nouvelle imputation fautive et injuste. Si l'abatage des animaux contaminés était permis en dehors des abattoirs, il y aurait danger que la viande de ces

animaux soit distribuée aux consommateurs dans la campagne, et qu'elle soit une source de contamination. Le seul moyen préventif est l'abatage dans les villes où les inspecteurs de viande peuvent déterminer si l'animal abattu est propre ou non à la consommation. Ce règlement ne nuit en rien aux cultivateurs, parce qu'il est impossible sans une analyse complète faite par un professionnel, de vérifier le jugement rendu par un vétérinaire qui a condamné un animal à être abattu. Mais M. Barré, tout en faisant ses doléances pour soulever l'élément agricole, se garde bien de dire que l'habitant de Stanbridge, dont il parle, est situé dans la nouvelle zone fédérale qui vient d'être créée pour éliminer la tuberculose, dans toute la région bornée par la frontière, par les rivières Richelieu, Saint-François et par le fleuve Saint-Laurent.

Cette zone est la troisième dans la province de Québec, qui ait été créée par le gouvernement fédéral, depuis trois ans. Cette création n'a été faite que sur la demande de la quasi totalité des cultivateurs résidant dans les limites de ces zones. L'intérêt que la création de ces régions particulières comporte est tellement bien reconnu par l'élément agricole, que l'on demande semblable organisation dans plusieurs autres parties de la Province. Actuellement, les comtés du Nord de Montréal font des instances pour avoir une zone réservée chez eux, et le président de l'Union Catholique des Cultivateurs, M. Lalonde, de passage, ces jours derniers, à Ottawa, réclamait lui-même, au nom de ceux qu'il représente, la création de nouvelles zones dans la province de Québec, parce qu'il estime qu'elles sont très avantageuses à l'agriculture. Ce fait ne souffre aucune contestation de la part des cultivateurs intelligents et bien renseignés.

La création et la surveillance des zones, y compris les épreuves, sont gratuites. On débarrasse de la tuberculose et l'on surveille en permanence toute une section de la Province, sans que les cultivateurs soient appelés à contribuer quoi que ce soit de leurs deniers. En second lieu, tous les cultivateurs situés dans une zone organisée reçoivent une compensation équivalente aux deux-tiers de la valeur, pour tout animal abattu sur l'ordre des vétérinaires. La valeur du troupeau, reconnu comme sain, se trouve augmentée, de même que la valeur de la production, qui se vend à prime sur le marché. C'est ce qui est immédiatement arrivé après la création de la zone qui comprend les comtés de Huntingdon, Châteauguay et Beauharnois, où les consommateurs savent maintenant qu'ils peuvent se procurer des animaux et des produits laitiers, sans crainte de contamination.

M. Barré oublie en outre de considérer le problème humain qui se pose, par l'existence de la tuberculose bovine. S'il voulait prendre des informations, — en supposant même qu'il ne le sache pas, — il apprendrait que dans quantité de familles de cultivateurs, — exemptes de la maladie pour plusieurs générations en arrière, — la tuberculose s'est déclarée et que sa source était dans l'étable, où l'on gardait des animaux tuberculeux. Le danger pour le cultivateur n'est pas le seul; il s'étend à tous ceux qui consomment les produits d'animaux contaminés ou la viande de ces animaux, et de ce côté les résultats sont déplorables.

Nous maintenons, à grands frais, des hôpitaux pour le traitement des tuberculeux, pendant que dans certaines régions de la Province nous avons des troupeaux porteurs de la maladie, qui la disséminent et l'entretiennent.

Nous perdons, de ce fait, tous les ans, des milliers de vies qui pourraient être conservées pour le bénéfice de la Province, si la tuberculose n'existait pas.

Le cas du cultivateur sur lequel s'apitoie M. Barré est malheureux. Personne ne se réjouira de savoir qu'il a perdu une partie de son troupeau et qu'il reste dans une situation financière pénible. Mais, est-ce une raison pour laisser contaminer le public de même que le propriétaire et sa famille? En abattant ces animaux tuberculeux, on protège la vie de ce cultivateur, de ceux qui habitent sous son toit, aussi bien que celle du public auquel il livre ses produits. Il reçoit, en outre, une compensation qui ne lui serait pas payée si ses vaches mouraient après quelques mois de maladie sans que la zone ait été créée et sans qu'un vétérinaire ait ordonné l'abatage des animaux.

Il ne faut pas oublier non plus que ce n'est pas l'épreuve à la tuberculine qui a contaminé les animaux. Ceux-ci l'étaient d'avance et peu de mois se seraient écoulés avant que la perte subie par ce cultivateur fût complète. N'est-il pas préférable dès aujourd'hui, de le forcer à abattre son troupeau, alors qu'il reçoit compensation, que de le laisser continuer ses opérations laitières, avec la certitude de perdre complètement tous ses animaux, dans un temps plus ou moins long, après avoir contaminé toute une population avec des produits malsains?

Vaut-il prétendre que parce qu'un homme est cultivateur on doit suspendre, à son bénéfice, toutes les règles d'hygiène et de propreté publique et le laisser libre de contaminer sa famille et son entourage, de nuire à la réputation de nos produits, parce que des mesures préventives peuvent déranger ses opérations?

(Suite à la page 163)

NOTES

L'immodestie effrénée dans les villes, "qui inévitables ou le dégoût aux yeux de sa première allocution." Le Bulletin de la ferme a mené une vigoureuse campagne.

Trois autres courtiers réels. Encore une fois, ils sauraient être trop méfiant des voleurs, mais il y a sans cesse de nouvelles tentatives d'argent contre des stocks. Le Procureur général a courtiers malhonnêtes, trop confiants mais en affaires sérieuses.

Pour plus de sécurité, la demande au Gouvernement. Le gouvernement exerce

On dit que tous les courtiers ne conduisent sûrement pas.

Deux voies s'ouvrent devant l'individualisme. L'une est la voie de l'individualisme récemment, celle qui vend ses produits.

Sur la nouvelle, au lieu de vendre ses produits, on en commun leurs produits.

Le vieux système de distribution dans la distribution.

Le nouveau système de distribution.

Avec le vieux système, les prix sont plus bas et vendent plus cher.

Entre le coût d'achat et le prix de vente.

Avec le nouveau système, le coût d'achat est plus bas.

Quand ce dernier système sera adopté.

Nous croyons devoir réserver aux Notes et Commentaires ce que nous importons de Québec à eu avec le Gouvernement.

M. Frank Burns, Denis, président de la Société des éleveurs de la province, président des éleveurs de la Société générale des Éleveurs de la province de Holstein; M. Ste-Martin, éleveur de chevaux, fédération de l'Oscar Gatineau et M. L'abbé de la province.

Les délégués furent élus de l'Agriculture dans la province. L'honorable James A. Ross, député de la province, solliciteur général de la province M. J. H. Grisdale.

C'est dans le but de l'obtenir certains avantages pour les éleveurs de la province.

Avec les années, les pertes considérables ont été faites par suite de la méconnaissance inexistante des prix sont tombés à six fois moins que ceux des cultivateurs qui cultivent la terre.

chercher un autre débouché pour les laines, des moutons, de la laine. Il convient donc de donner des primes, des octrois additionnels pour les producteurs de laine.

Le gouvernement, en accordant des subventions nombreuses dans la province en augmentant encore le fond d'excellente besogne pour l'industrie animale, nous donnons dans l'éditorial.

L'honorable M. M. Grisdale, député de la province, a promis de faire pour béliers pur sang et pour les producteurs de laine.